

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 07/09/2017 au 13/09/2017

Mexique

2016 – PIB : 1046 Mds USD | Pop : 127 M hbts

Relations Mexique / Etats-Unis

Entre janvier et juillet 2017, le déficit commercial entre les Etats-Unis et le Mexique a atteint son niveau le plus haut depuis 2008, avec un solde positif de 41,21 Mds de dollars en faveur du Mexique. Cela représente une augmentation de 11,9% par rapport à la même période 2016, et s'explique principalement par les exportations manufacturières, et notamment automobiles. Le directeur du Conseil Entrepreneurial du Commerce Extérieur, de la Technologie et de l'Investissement (Comce), Fernando Ruiz Huarte, estime cependant que dans le contexte de la renégociation de l'ALENA, cela pourrait être défavorable au Mexique.

Juan Carlos Baker, le Sous-secrétaire mexicain au Commerce Extérieur, a déclaré qu'il considérait les avancées des deux premières rondes de renégociations de l'ALENA comme positives, mais a réitéré que l'avancée des négociations ne se ferait pas à n'importe quel prix. Quatre « lignes rouges » ont ainsi été déclarées comme non-négociables par le Mexique : les restrictions sur le commerce et l'investissement (1) ; l'inclusion de nouveaux thèmes autres que ceux entrant dans les thématiques du « 21^{ème} siècle » (2) ; l'établissement de réformes ne permettant pas un certain niveau de certitude commerciale (3) et enfin d'accord ne promouvant pas une meilleure inclusion du marché Nord-Américain (4). Jaime Serra Puche, l'un des artisans de la première version du traité de l'ALENA et ancien Ministre du Commerce et du développement industriel, a également déclaré que la modernisation du traité devait uniquement se faire dans l'optique d'améliorer la compétitivité régionale, sans être protectionniste et selon des règles claires.

Selon le président du Conseil Entrepreneurial du Commerce Extérieur, de la Technologie et de l'Investissement (Comce), jusqu'à 20% du contenu de l'ALENA pourrait subir des modifications à la suite de la renégociation.

Selon le président du Conseil National Agricole, 90% des thèmes que le secteur agroalimentaire mexicain désirait voir aborder durant les négociations de l'ALENA ont connu des avancées satisfaisantes, même si les sujets phytosanitaires et salariaux restent à discuter et devraient être abordés durant la troisième ronde de négociations.

En août, l'ouragan Harvey a contribué à freiner les exportations mexicaines de voitures vers les Etats-Unis : les exportations vers les Etats-Unis ont diminué de 2,1% (g.a.) par rapport à août 2016. Le Texas est en effet la 4^{ème} zone de commercialisation de voitures mexicaines. Toutefois, des augmentations de ventes sont attendues en 2018, anticipant le remplacement des voitures des victimes des ouragans Harvey et Irma, ayant touché le Texas et la Floride.

Economie

Lors du congrès annuel du commerce extérieur mexicain, le président des États-Unis mexicains Enrique Peña Nieto a rappelé la nécessité pour le Mexique de diversifier ses marchés, en insistant sur l'internationalisation des PME. Il a indiqué qu'outre la renégociation de l'ALENA, son gouvernement souhaite approfondir la relation commerciale avec l'Amérique latine, l'Europe et l'Asie et a pris comme exemple l'arrivée des produits agroalimentaires mexicains sur le marché chinois.

La production industrielle a diminué de 1,5% (en chiffres désaisonnalisés) au mois de juillet 2017 par rapport au même mois de l'année précédente, une chute annuelle plus sévère que prévu par les analystes (-0,6% prévus par Citibanamex). Le secteur minier est celui qui a enregistré la contraction la plus sévère, avec une diminution de 8,7% (g.a.) ; le secteur de la construction a pour sa part enregistré une chute annuelle de 2,9%, tandis que l'industrie manufacturière a augmenté de 2,7% (g.a.), croissance toutefois la moins forte depuis 7 mois.

*Taux de change au 13 septembre 2017 : 1 USD = 17,78 pesos MXN

En mai 2017, les Etats de la région du Centre-Nord ont enregistré une progression importante de leur activité économique par rapport aux mois précédents, au cours desquels ils avaient connu des contractions économiques. L'Etat d'Aguascalientes a par exemple enregistré une croissance annuelle de 13,2% (g.a.) en mai 2017, alors que ce taux était de -6,5% (g.a.) en avril. L'Etat de Guanajuato a enregistré un taux de croissance de 7,8% (g.a.) en mai, contre 0,8% (g.a.) en avril. L'Etat du Querétaro devrait également terminer l'année 2017 avec une croissance comprise entre 6% et 7% (g.a.), une nette récupération de la crise qui avait touché l'Etat au début de l'année.

Selon une étude du quotidien économique Financiero, l'incertitude autour de la conjoncture économique mexicaine, liée à la renégociation de l'ALENA et aux élections présidentielles à venir, n'aurait que peu affecté les projets des investisseurs dans le pays pour l'année 2018 : seuls 15% des investisseurs prévoient de réduire leurs positions sur le marché mexicain au cours des douze prochains mois, tandis que 61,5% d'entre eux déclarent vouloir maintenir leurs positions et 23% prévoient de les augmenter.

D'après l'INEGI, la productivité des travailleurs a augmenté de 1% au cours du second trimestre 2017 par rapport au précédent (chiffres désaisonnalisés). C'est dans le secteur tertiaire qu'elle a connu la plus grande augmentation, avec une croissance trimestrielle de 2,8%, tandis que la productivité des travailleurs s'est réduite de 2,1% dans le secteur secondaire et n'a cru que de 0,6% dans le secteur primaire.

L'agence de notation Moody's estime peu probable que le tremblement de terre ressenti au Mexique le jeudi 7 septembre ait un impact sur la croissance du PIB. En effet, les Etats ayant été touchés ne représentent que 7,6% de la population et 3,3% de l'activité économique du pays. Ce bilan contraste nettement avec la baisse de 2,4% du PIB qu'avait causée le séisme de 1985.

Le Mexique bénéficiera de « bons catastrophe » de la Banque Mondiale d'un montant de 150 MUSD, correspondant à une assurance contre les catastrophes naturelles, à la suite du séisme d'une magnitude de 8.2 sur l'échelle de Richter ayant eu lieu dans la nuit du jeudi 7 septembre 2017 et ayant causé la mort d'au moins 96 personnes. Le Mexique avait obtenu l'émission de ces bons catastrophe en août dernier, du fait de sa forte exposition aux catastrophes naturelles : le Centre National de Prévention des Désastres (Cenapred) estime les dommages subis par le Mexique du fait de catastrophes naturelles au cours des 16 dernières années à 424,9 Mds de pesos et plus de 33 M d'habitants affectés. Les bons « catastrophe » du secteur assurantiel privé – dont la rentabilité est basée sur la faible probabilité des désastres naturels – ont par ailleurs enregistré une chute de leur valeur de 15,7%, du fait de la succession de catastrophes naturelles qui ont causé de nombreux dégâts dans le sud de l'Amérique du Nord et dans les Caraïbes.

Finances publiques

Le gouvernement fédéral a présenté au Parlement sa proposition de budget pour l'année fiscale 2018. Le document se base sur une prévision de croissance revue à la hausse, d'une fourchette comprise entre 1,5 et 2,5% à 2-2,6%. Les autorités mexicaines prévoient également une diminution de l'inflation à 3% à la fin de l'année. Le document présenté par le Ministre des Finances José Antonio Meade prévoit une réduction du déficit public à 2,5% du PIB (2,9% attendus en 2017, sans tenir compte des revenus issus du solde d'opération positif de la Banque centrale) grâce à des coupes budgétaires représentant 0,4% du PIB et à une augmentation des recettes de 2,2% par rapport à 2017, ainsi que la poursuite de la diminution de la dette publique à 47,3% (48% prévus pour fin 2017). Près de 30% des dépenses totales du gouvernement seront destinées au paiement des retraites et des intérêts de la dette publique, un pourcentage bien supérieur aux précédentes années du mandat d'Enrique Peña Nieto. Grâce au Fonds de stabilisation des revenus budgétaires (FEIF), le gouvernement mexicain disposera par ailleurs d'un matelas d'au moins 180 Mds de pesos (+55% g.a.) afin d'amortir les possibles conséquences d'une fin de l'ALENA ou d'une baisse du prix du pétrole.

Le Ministre des Finances José Antonio Meade a annoncé un plan d'aide fiscale pour les victimes du tremblement de terre dans les zones d'Oaxaca et du Chiapas, les plus fortement affectées. Cette aide prévoit un remboursement de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) dans un délai maximum de 10 jours, ainsi qu'un report de paiement de l'Impôt sur le Revenu (ISR), l'Impôt Spécial sur la production et les Services (IEPS) et des cotisations pour la Sécurité Sociale à 2018, ainsi qu'en une mise à disposition du Fonds pour les Désastres Naturels (Fonden), destiné à faciliter les réparations.

*Taux de change au 13 septembre 2017 : 1 USD = 17,78 pesos MXN

Le Ministère des Finances mexicain a décidé d'augmenter le montant des subventions du carburant du 9 au 15 septembre, afin d'absorber les fluctuations des prix provoquées par l'ouragan Harvey. Il s'agit des plus fortes subventions de l'année, portant à 63,8 Mds de pesos (soit 3,6 Mds USD*) le coût du programme de subvention du carburant initié au début de l'année, ce qui représente environ 0,3% du PIB national.

Entreprises et grands contrats

De nombreuses entreprises françaises ont pris part à la 7^e conférence internationale sur les énergies renouvelables (IREC) organisé par le Ministère de l'Energie mexicain. Engie, EDF Energies Nouvelles et Véolia sont intervenus dans le cadre d'un panel sur le thème « l'offre française au service de la compétitivité du secteur des énergies renouvelables au Mexique » organisé par le Service Economique Régional de l'Ambassade de France. Storengy (filiale d'Engie) et Clemessy ont également présenté leur expertise en matière de géothermie dans le cadre d'un atelier sur ce thème. Par ailleurs, dans le cadre de ce forum, l'AFD, l'ADEME et la CONUEE (Commission Nationale mexicaine pour l'Usage Efficace de l'Energie) ont signé un nouvel accord de coopération dans le domaine de l'efficacité énergétique.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau au 13/09/2017
Bourse (IPC)	-0,55%	+8,95%	50 284,04
Risque pays (EMBI+Mx)	-3,23%	-8,16%	180
Taux de change USD/Peso	-0,17%	-7,15%	17,78
Taux de change Euro/Peso	+0,28%	-0,93%	21,31
Prix du baril de pétrole (USD)	+1,45%	+27,62%	47,31

AMERIQUE CENTRALE

2016 – PIB : 244,7 Mds USD | Pop : 42 M hbts

Guatemala

2016 – PIB : 68,8 Mds USD | Pop : 16,3 M hbts

La Banque centrale guatémaltèque a annoncé une augmentation de l'activité économique de 3,1% (g.a.) au mois de juillet 2017, impulsée par les secteurs de l'industrie manufacturière et les services privés.

Au mois d'août 2017, l'inflation guatémaltèque a augmenté de 4,72% (g.a.), soit une diminution mensuelle de 0,30%. Ce chiffre porte à 3,80% l'inflation cumulée de l'année, au sein de laquelle les transports et les boissons alcooliques ont favorisé une hausse des prix, tandis qu'une baisse de prix a été constatée pour les aliments et les meubles.

Les transferts de migrants (*remesas*) reçus ont augmenté de 16,2% sur les huit premiers mois de l'année. Ils se sont élevés à 5 424,3 MUSD sur cette période (contre 4 667,6 MUSD à la même période l'année précédente), provenant principalement des Etats-Unis. Le Conseil national d'Attention aux migrants du Guatemala estime que 1,5 million de guatémaltèques vivent au Etats-Unis, dont seulement entre 300 et 400 000 dans la légalité. De ce fait, un éventuel impact sur le niveau des *remesas*, suite à la nouvelle réglementation américaine concernant les « *dreamers* », n'est pas à exclure.

Salvador

2016 – PIB : 26,8 Mds USD | Pop : 6,1 M hbts

Selon l'Institut Salvadorien de Sécurité Sociale, le nombre d'emplois formels au Salvador continue de diminuer : si 815 617 cotisants étaient déclarés en juin 2016, ce chiffre n'est plus que de 809 832 en juin 2017, soit une diminution de 0,7% (g.a.).

*Taux de change au 13 septembre 2017 : 1 USD = 17,78 pesos MXN

En août 2017, l'inflation nicaraguayenne a enregistré une augmentation 3,5% (g.a.), portant l'inflation nationale cumulée depuis le début de l'année à 2,37%, d'après la Banque Centrale.

L'inflation au Costa Rica s'est élevée à 0,91% (g.a.) en août 2017, soit une diminution mensuelle de 0,22%, portant l'inflation cumulée depuis le début de l'année à 1,11%.

Au Honduras, le Ministère Public, avec le soutien de la Mission d'appui anti-corruption et impunité (MACCIH), a créé une Unité Spéciale contre l'Impunité de la Corruption (Ufecic) pour combattre les grands réseaux de corruption.

Au 1^{er} semestre, la croissance s'établit à 5,8%. Malgré le ralentissement des principaux marchés de la région, l'économie panaméenne croît en grande partie grâce au secteur logistique. Les activités « transport, stockage et communications » enregistrent une croissance de +12,6% en g.a. sur la période, en raison de la bonne performance des opérations du Canal et du secteur portuaire. Le secteur minier et la construction se portent également bien (+8,1% en g.a.). Le ministère de l'Economie et des finances maintient sa prévision de croissance pour 2017 à +5,8%.

Banistmo réalise une émission obligataire internationale de 500 M USD. L'enchère, initialement prévue à 400 M USD, a reçu une surenchère de 4,5 fois le montant offert (soit 1,8 Md USD). Le placement a finalement atteint 500 M USD. Cet appétit montre la confiance des investisseurs en Banistmo et au Groupe Bancolombia. L'émission, qui compte 140 investisseurs, a une échéance sur 5 ans et un taux de 3,65%.

Proposition de taxation des transferts d'émigrés pour éviter la « fuite des devises ». Face à la croissance migratoire et des fonds envoyés à l'étranger, 2 députés ont proposé la création d'un impôt spécial de 5% sur le montant des fonds envoyés.

Irma pourrait être l'ouragan le plus coûteux de l'histoire pour les Caraïbes. Il est à ce stade difficile d'évaluer l'étendue des dégâts et les coûts de la reconstruction. Si les efforts se concentrent dans l'immédiat sur la crise humanitaire (évacuations, restauration des communications et des réseaux d'eau et d'électricité), ils porteront à long terme sur la reconstruction et la replantation de cultures. Les économies affectées étant petites et dépendantes du tourisme et de l'agriculture, l'impact économique sur ces territoires sera important. Le Premier ministre d'Antigua et Barbuda, où 95% des habitations sont détruites, estime le coût de reconstruction à 200 MUSD (environ 14% du PIB). CEDIM, institut allemand spécialisé dans la gestion des catastrophes, prévoit que la facture dans les Caraïbes serait de 10 Mds USD (excluant Barbuda et Anguilla), dont 2,5 Mds USD pour Saint-Martin (partie néerlandaise - 685% du PIB) et 1,4 Md USD pour les Iles Vierges Britanniques (140% du PIB). Le mécanisme d'assurance contre les risques liés aux catastrophes dans les Caraïbes (CCRIF) aidera à faire face à l'impact économique et financier immédiat d'Irma. Il verserait au total 15,6 M USD à Antigua et Barbuda (6,8 M USD), Anguilla (6,5 M USD) et Saint Christophe et Nevies (2,3 M USD). De plus, le FMI est susceptible de fournir un soutien pour atténuer les problèmes budgétaires et de balance des paiements occasionnés. La Banque caribéenne apportera un soutien financier via don de 200 000 USD ainsi que des prêts de réponses immédiates jusqu'à 750 000 USD aux pays touchés.

La banque centrale réduit son taux directeur de 25 points de base, à 3,5%. Cette décision s'explique par la confiance des autorités que l'inflation annuelle (à 4,4% en juin) restera dans sa cible 4-6% durant l'année fiscale 2017-2018 (avril/mars). Elle reflète également l'inquiétude face à la faible croissance de l'île (+0,3% en g.a. au 2nd trimestre).

*Taux de change au 13 septembre 2017 : 1 USD = 17,78 pesos MXN

La Banque centrale a racheté des obligations Brady pour 324 M USD. Sous le plan Brady de 1993, les créanciers ont accepté une réduction de dette et des obligations pour 520 M USD ont été émises. En 2009, une partie de la dette a été rachetée, mais demeuraient 328,5 M USD arrivant à maturité en 2024. Suite à cette opération, seulement 4,4 M USD restent dans les mains du secteur privé. Les obligations Brady ont été rachetées par la Banque centrale avec remise, permettant une économie de 79,7 M USD (revalorisation d'actifs et réduction du paiement des intérêts). Les autorités évaluent les économies pour les futurs paiements d'intérêts à 65,4 M USD. Le rachat permet de réduire la dette en monnaie étrangère de la Banque sans affecter les réserves internationales (6,3 Md USD en août).

La Banque centrale de la République Dominicaine (BCRD) annonce une inflation pour le mois d'août de 0,57%. L'inflation cumulée des 8 premiers mois atteint ainsi 1,77% et l'inflation en glissement annuel, 3,18%, dans la limite inférieure de la prévision annuelle de 4% ($\pm 1\%$). L'inflation sous-jacente interannuelle est de 2,27%. Cette reprise inflationniste est justifiée par la hausse de l'indice du logement (+2,37%), transport (+0,77%) et de l'éducation (+2,1%).

La loi de finance 2017-2018 a été adoptée par les députés. Le nouveau budget de l'Etat est de l'ordre de 144 Mds de gourdes (1,9 Md USD, soit 24% du PIB), dont une bonne partie des prévisions de recettes proviendra des certaines taxes revues à la hausse. Cette annonce a provoqué de violentes manifestations dans la capitale haïtienne alors que la présidence s'était félicitée de l'adoption de cette loi grâce à laquelle de grands chantiers pourraient être engagés, notamment la fourniture d'électricité 24h/24 avec l'exonération de taxes sur les panneaux solaires. Désormais la loi sera envoyée à l'Exécutif aux fins de publication et de promulgation.

*Taux de change au 13 septembre 2017 : 1 USD = 17,78 pesos MXN